



Autolib' Métropole

2 rue Jean Lantier
75001 Paris
Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

COMPTE RENDU SOMMAIRE

Séance du Comité syndical du 15 mars 2016

Le 15 mars 2016, à 9 heures 30, le Comité syndical, dûment convoqué le 2 mars 2016, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :	95
Nombre de délégués présents ou représentés :	58 dont 14 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Arnaud GIBERT (Bezons), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Georges DUTRUC-ROSSET (Buc), M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Frédéric NICOLAS (Dugny), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Philippe BRILLAUT (Le Chesnay), M. Christophe PAQUIS (Les Lilas), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Yann WEHLING (Région Ile-de-France), M. Eric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand), M. Bernard GIRAULT (Noisy-le-Sec), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois), M. Patrick LEROY (Rungis), M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. Roland de HEAULME (Viroflay), .

EPT Grand Paris Seine Ouest : M. Hervé LIEVRE, M. Gauthier MOUGIN, M. Bernard ROCHE.

EPT Paris Ouest La Défense : M. Jean-Louis TESTUD

EPT Vallée Sud Grand Paris : M. Rodéric AARSSE

EPT Paris Est Marne et Bois : M. Pascal TURANO

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

M. Mathieu TELLIER (Aulnay-sous-Bois), M. Vincent MEZURE (Bougival), M. Gilles LANCEL (Cachan), M. Marcel POUJADE (Courbevoie), Mme Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), Mme Florence de PAMPELONE (EPT Grand Paris Seine Ouest).

Suppléant(e)s sans voix délibératives :

Mme Yveline JEN (Noisy-le-Sec), M. Timothé LEFEBVRE (Sceaux).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Christophe NAJDOVSKI (Paris) à Mme de La GONTRIE, Mme Perrine PRECETTI (Antony) à M. Martinerie, M. Philippe PIERRE (Argenteuil) à Mme DESCHIENS, M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne) à M. GIBERT, M. Hervé HEMONET (Colombes) à Mme GAILLABAUD, M. Boutaëb KADDANI (Joinville-Le-Pont) à M. BOISSIÈRE, Mme Isabelle DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine) à Mme LEBRETON, Mme PILON (Montreuil) à M. BERNIER, Mme Christine BRUNEAU (EPT Grand Paris Seine Ouest) à M. MOUGIN, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne) à M. ISOARD, M. Bruno HELIN (EPT 11) à M. LANCEL, M. Alain GUETROT (Paris Est Marne Et Bois) à M. TURANO, M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres) à M. MILLARD, M. Alain SCHUMACHER (Grand Paris Grand Est) à M. TELLIER.

Etaient excusés : Mme DAUVERGNE (Arcueil), M. HAKEM (Bagnolet), M. BEROCHÉ (Bièvres), M. LEUCI (Bobigny), M. BESNARD (Cachan), M. BODO (Châtillon), Mme MOUTONGO-BLACK et M. PERON (Clichy-la-Garenne), MM. Yoann RISPAL et Lionel BERTRAND (Fontenay-sous-Bois), M. GALIOTTO (Le Blanc-Mesnil), M. BERRIOS (Saint-Maur-des-Fossés), M. BROS (Sogaris), Mme BLOCH (Vaucluse), M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay), MM. Jean-Marc SZMARAGD et HAAS (EPT Grand Paris Seine Ouest), M. Sylvain BERRIOS (Saint-Maur-des-Fossés), M. Hervé FLEURY (Versailles).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, Responsable de la coordination administrative et technique, MM. Sédik CHEKIR, responsable des Finances, Matthieu FIERLING chef de projet service et innovation et Jérémie SWIDEREK responsable du déploiement.
Mme Danièle Ehrmann, PDG du « cabinet Stratégie et gestion publique ».

Ordre du jour :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 11 février 2016
- 2 - Délibérations :
 - Approbation du compte de gestion 2015
 - Approbation du compte administratif 2015
 - Affectation du résultat 2015
 - Approbation du Budget primitif 2016
 - Adhésions de nouvelle(s) collectivité(s) ou EPT sous réserve des délibérations
 - Convention relative à la transmission électronique des actes administratifs et budgétaires au représentant de l'État
 - Convention de coopération entre le Syndicat Autolib' et le Syndicat d'Études Vélib'
- 3 - Points divers

La présidente a ouvert la séance à 9 heures 30 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Florence de PAMPELONE est désignée secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 11 février 2016

Le procès-verbal du Comité syndical du 11 février 2016 est adopté à l'unanimité.

2 - Délibérations

2.1 Approbation du compte de gestion 2015 (délibération 2016 06)

La présidente rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et qu'il doit être approuvé préalablement au compte administratif. La présidente, après s'être assurée que d'une part, le comptable public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015, celui des titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et que d'autre part, il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures, certifie que le présent compte de gestion concorde avec le compte administratif du Syndicat mixte Autolib' Métropole.

La présidente déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2015 par le comptable, visé et certifié n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **STATUE** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 du compte de gestion ; **DECLARE** que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2015 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part ; **ADOpte** le compte de gestion de l'exercice 2015 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.*

2-2 Approbation du Compte administratif 2015 (délibération 2016 07)

La présidente rappelle que conformément à la réglementation en vigueur, l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires qu'il a exécutées. Le compte administratif est le document qui retrace les réalisations effectives, en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice 2015 de l'ordonnateur et doit être approuvé par l'assemblée délibérante. Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015, les écritures dégagent en synthèse les résultats suivants :

Section Fonctionnement en euros :

- Recettes : **7 814 779,77 euros**
- Dépenses : **7 062 545,99 euros**

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2015 : **+ 752 233,78 euros**

Soit un résultat cumulé de fonctionnement de **4 659 605,79 euros**, dont **3 907 372,01 euros** de report d'excédent de l'exercice 2014 et **752 233,78 euros** d'excédent de l'exercice 2015.

Section Investissement en euros :

- Recettes : **8 777 972,72 euros**
- Dépenses : **10 582 623,82 euros**

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2015 : **- 1 804 651,10 euros**

Soit un résultat cumulé d'investissement **de 6 555 487,66 euros**, dont **8 360 138,76 euros** de report d'excédent de l'exercice 2014 et **1 804 651,10 euros** de déficit de l'exercice 2015.

Soit un EXCEDENT global de clôture 2015 : + 11 215 093,45 euros

MMIE MANIERE de LA GONTRIL, presidente, sest reuee pour laisser la presidente a M. Thierry Michel ISOARD pour le vote du compte administratif.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DONNE ACTE**, à l'unanimité, des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2015 présentées dans le compte administratif ; **APPROUVE** le compte administratif de l'exercice 2015 dont les résultats sont présentés par chapitre.*

2.3 Affectation du résultat 2015 (délibération 2016 08)

Le compte administratif 2015 d'Autolib' Métropole fait apparaître pour la section de Fonctionnement et la section d'Investissement les résultats suivants :

Section de Fonctionnement en euros :

Recettes : 7 814 779,77 euros

Dépenses : 7 062 545,99 euros

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2015 : + 752 233,78 euros

Soit un report global d'excédent de fonctionnement de **4 659 605,79 euros**, dont 3 907 372,01 euros de report d'excédent de l'exercice 2014 et 752 233,78 euros d'excédent de l'exercice 2015.

Section d'Investissement en euros :

Recettes : 8 777 972,72 euros

Dépenses : 10 582 623,82 euros

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2015 : - **1 804 651,10 euros**

Soit un report global d'excédent d'investissement de **6 555 487,66 euros** dont 8 360 138,76 euros de report d'excédent de l'exercice 2014 et 1 804 651,10 euros de déficit de l'exercice 2015.

Soit un EXCEDENT global de clôture 2015 : + 11 215 093,45 euros

Il est proposé au Comité Syndical d'affecter ces résultats comme suit :

Au compte 002 : résultat de fonctionnement reporté (recettes de fonctionnement) :

4 659 605,79 euros.

Au compte 001 : solde d'exécution de la section d'investissement (recettes d'investissement) :

6 555 487,66 euros.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **DÉCIDE**, à l'unanimité, d'affecter l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2015 de 4 659 605,79 euros au budget primitif de l'exercice 2016, en totalité à la section de fonctionnement-recettes (compte 002 solde d'excédent reporté) ; d'affecter l'excédent d'investissement de l'exercice 2015 de **6 555 487,66 euros** au budget primitif de l'exercice 2016, en totalité à la section d'investissement-recettes (compte 001 solde d'excédent reporté).*

2-4 Approbation du Budget primitif 2015 (délibération 2016 09)

La présidente rappelle que Le budget primitif prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'Autolib' Métropole. Ce budget 2016 est le sixième budget sur un exercice complet, il recouvre les recettes et les dépenses des sections de fonctionnement et d'investissement.

En volume, il est essentiellement composé de flux financiers transitant par le syndicat, à savoir les redevances d'occupation des stations, perçues auprès de la Société Autolib' et reversées aux collectivités, et des subventions d'investissement pour la réalisation des stations, perçues auprès des collectivités et reversées à la Société Autolib'.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, **APPROUVE** :*

- le budget primitif de fonctionnement du Syndicat pour l'exercice 2016 arrêté comme suit :

- Dépenses : 12 672 048,70 euros

- Recettes : 12 672 048,70 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

- le budget primitif d'investissement du Syndicat pour l'exercice 2016 arrêté comme suit :

- Dépenses : 16 519 386,51 euros

- Recettes : 21 408 822,88 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

DÉCIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget ; que la contribution obligatoire des membres telle que prévue à l'article 15 des statuts est fixée à 2 500 euros par station ou équivalent-station pour les collectivités adhérant à Autolib' Métropole à compter du 1er avril 2016.

2-5 Admission de nouveaux membres (délibérations : 2016 10 Argenteuil ; 2016 11 Bezons ; 2016 12 Bry-sur-Marne)

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **APPROUVE** à l'unanimité, l'admission des 3 communes, et fixe la contribution obligatoire de la commune de Bry-sur-Marne à 2000 euros par station, et des communes d'Argenteuil et de Bezons à 0 euros.*

2.6 Convention relative à la transmission électronique des actes administratifs et budgétaires au représentant de l'État (délibération 2016 13)

La présidente indique que dans le cadre du développement de l'administration électronique, l'Etat s'est engagé dans un projet dénommé ACTES, qui pose les principes de la dématérialisation de la transmission des actes soumis au contrôle de légalité. Elle indique aux membres, que l'opérateur de télétransmission homologué par le Ministère de l'Intérieur proposé est DOCAPOST FAST anciennement appelé CDC-FAST.

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE et AUTORISE**, à l'unanimité, la présidente à signer la convention relative à la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité et/ou au contrôle budgétaire au représentant de l'Etat ; **DONNE** son accord pour le dispositif DOCAPOST FAST homologué par le Ministère de l'Intérieur ; **AUTORISE** la présidente à signer et à régler l'adhésion au service DOCAPOST FAST ; **AUTORISE** la présidente à signer tout document nécessaire pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et à désigner la ou les responsables de la télétransmission.*

2.7 Convention de coopération entre le Syndicat Mixte Autolib' Métropole et le Syndicat Mixte d'Études Vélib' Métropole (délibération 2016 14)

La présidente indique que compte tenu de l'exercice de sa compétence, et dans ce cadre, Autolib' Métropole ayant mis en place un service d'autopartage métropolitain dispose d'une expertise

technique et de gouvernance pour la mise en œuvre et la gestion d'un Syndicat mixte à l'échelle métropolitaine. Le contrat du service de vélos en libre-service (VLS) Vélib' de la Ville de Paris arrivera à échéance en février 2017 et le fonctionnement du Syndicat Mixte d'Études Vélib', créé le 29 février 2016, doit être assuré dans des délais très contraints, compte tenu de la fin du contrat actuel d'exploitation du service et, dans des conditions assurant une gestion économique optimale. C'est pourquoi, les deux Syndicats se sont rapprochés pour réfléchir à leur collaboration et à la mise en place d'un accompagnement par Autolib' Métropole.

La convention de coopération entre les deux Syndicats, constitue un outil juridique permettant de favoriser l'accomplissement des missions des structures contractantes en rationalisant les ressources mobilisées.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, la convention de coopération entre le Syndicat Mixte Autolib' Métropole et le Syndicat Mixte d'Études Vélib' Métropole annexée ; AUTORISE, la Présidente à mettre au point et à signer la convention de coopération ainsi que tous les documents s'y rapportant.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 12 heures.

La Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie